

académique, explicite la visée du livre : explorer la question des « coûts » de la domination masculine, de manière scientifique et en se démarquant des discours militants, particulièrement répandus au Québec, qui assènent que les féministes sont allées trop loin et que l'on assiste aujourd'hui à une crise de l'identité masculine aussi dommageable pour la société dans son ensemble que pour les hommes. L'objectif n'est pas seulement de faire connaître des débats et toute une littérature majoritairement nord-américaine – dont on découvre l'abondance –, mais plus fondamentalement d'explorer la question de la domination masculine en n'occultant pas ses coûts pour les hommes, les investissements permanents qu'elle exige d'eux et les inévitables « ratés » qu'elle comporte. On se situe donc ici clairement dans le registre de la construction sociale des identités de genre, champ loin d'être vierge aujourd'hui, mais avec une optique originale en France et sans nul doute heuristique. La question posée est celle de « l'effectivité de la domination masculine » (p. 14), de ce qui doit être fait au quotidien, et à quel prix, pour qu'elle perdure, tant pour ceux qui sont mal à l'aise face aux normes hégémoniques de la « masculinité » que pour ceux qui s'efforcent de s'y conformer.

Anne-Marie Sohn

*École normale supérieure de Lyon
LARHRA – équipe Genre et société*

Dulong (Delphine), Guionnet (Christine), Neveu (Érik) (dirs.). – *Boys don't cry ! Les coûts de la domination masculine.*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes (Le sens social), 2012, 334 p., 19 €.

Si le titre de cet ouvrage vous dit quelque chose, cherchez... ou reportez-vous d'emblée à la page 34, où l'on rappelle aux moins jeunes d'entre nous qu'il reprend le titre d'une chanson célèbre du groupe *The Cure* mettant en exergue une des injonctions de la masculinité : ne pas pleurer ! Le sous-titre, plus

Une première partie est consacrée aux discours, en l'occurrence les discours de la plainte – celle des pères privés de leur enfant notamment. Après avoir pris le soin de distinguer les coûts objectifs – pour la société –, dominés par le coût des comportements à risque (débouchant sur une surmortalité masculine), et les coûts subjectifs – subis par les hommes eux-mêmes (quand il faut au quotidien être fort, séduisant, viril) –, Anne Verjus propose une contribution centrée sur la stigmatisation des pères comme incapables de prendre en charge l'éducation et l'élevage de leurs enfants. C'est là le combat privilégié des « mouvements masculinistes » québécois, qui, tout en prétendant par-là même combattre les

préjugés de sexe à l'instar des mouvements féministes, revendiquent les droits des pères à la garde de leurs enfants en cas de séparation. L'auteure part d'une présentation de l'association française « SOS Papa », qui se pose en défenseur d'un « vrai féminisme », contre un « faux » qui aurait, fort du succès des féministes, transformé les femmes en mères toutes puissantes et dévalorisé du même coup l'autorité paternelle. Elle décrit les discours autour de la souffrance des hommes dépossédés de leurs enfants (et secondairement exploités financièrement lors des divorces), discours qui de fait mettent en exergue avant tout un droit, un droit à l'enfant, et non bien sûr une remise en cause d'un partage objectivement inégal du travail et des responsabilités intrafamiliales.

À ce texte fait écho celui de Francis Dupuis-Déri, politiste québécois, qui entend resituer ces discours dans les rapports de pouvoir dans lesquels ils s'inscrivent, dans l'inégalité systémique entre les sexes donc. Car, après tout, si les hommes ont moins souvent la garde de leur enfant, c'est bien parce qu'ils s'en occupent moins... On ne saurait donc oublier de contextualiser ces discours, sauf à faire le jeu de l'antiféminisme. Dupuis-Déri analyse précisément « comment le discours de la "crise de la masculinité" peut être mobilisé dans une perspective antiféministe » (p. 63), tout particulièrement au Québec. En puisant chez les historiens, il montre qu'il ne s'agit pas d'un discours neuf, et que « le recours au discours de la masculinité semble être une constante lorsque des hommes se sentent menacés par l'avancée ou la menace d'avancée de quelques femmes qui désirent s'émanciper ou qu'ils cherchent un bouc émissaire » (p. 68). Il conviendrait donc de parler davantage de « crise de légitimité » que de « crise de la masculinité ». Il n'en demeure pas moins que ce discours de la « crise » peut avoir des effets politiques réels, en désignant un problème public, déclenchant débats,

prises de position des autorités, mouvements sociaux, colloques, etc. L'auteur en donne de nombreuses illustrations concrètes pour le Québec tandis qu'Érik Neveu présente plus loin les mouvements américains, le plus souvent d'inspiration religieuse, comme les *Promise keepers*. Au Québec, le masculinisme constitue un authentique mouvement social, avec ses militants, son identité collective, ses organisations, sa cause et son objectif résolu d'influer sur les rapports sociaux. Mais on peut aussi le considérer comme un contre-mouvement, dès lors qu'il se définit avant tout non pas dans une logique d'émancipation, mais bien réactionnaire, comme une opposition au féminisme. Dupuis-Déri préfère forger le terme « paramouvement », pour désigner un mouvement dont « l'objectif politique est de résister aux demandes de transformation sociale portées par un mouvement social » (p. 78), puisque ce mouvement est avant tout engendré par la menace du féminisme selon une logique de la privation relative : même si les hommes restent objectivement privilégiés, ils se perçoivent comme privés de ce à quoi ils estiment avoir droit.

Si l'essentiel est bien, souligne l'auteur, de préserver une situation objective de domination, la question des coûts n'en reste pas moins fondamentale : qu'il s'agisse de séduire (voir l'analyse des représentations de l'homme idéal dans les romans sentimentaux présentée par Béatrice Damian-Gaillard) ou de « renégocier sa masculinité » dans les rapports avec les femmes (comme le montre l'analyse de la presse masculine proposée par Neveu), les « dominants » ont à payer de leur personne. On ne peut éluder la question de savoir comment ces derniers perçoivent subjectivement leur domination et s'efforcent de la préserver, ne serait-ce qu'en transformant « la possession d'un privilège en motif d'apitoiement » (p. 116). Une lecture en termes de coûts invite à appréhender les coûts aussi bien que les bénéfices du rapport de domination, et ce à l'instant *t* puisque le

caractère construit de ce dernier implique évidemment des modifications constantes et des modulations selon les contextes sociaux et culturels. Mais elle ne peut ignorer les fondements matériels des inégalités, martèle l'ouvrage.

Dans une deuxième partie, suivent des textes plus théoriques d'auteurs anglo-saxons, jugés emblématiques par les auteurs du livre (et traduits par leurs soins). Une critique de la théorie des rôles est présentée par Michael Messnier (publiée dans *Gender and society* en 1998). Alors qu'initialement cette théorie se présentait sous un jour libéral (au sens progressiste que lui donnent les Américains) – le masculin et le féminin découlant de la socialisation et non de la nature –, elle induisait de fait une lecture symétrique des rôles masculins et féminins, loin de toute notion d'oppression, entachée d'un certain fonctionnalisme enchanté, puisque jouer son rôle était à la fois bon pour la famille et bon pour les individus. L'auteur montre que les pionniers du mouvement américain *Men's liberation* ont largement mobilisé cette théorie des rôles dans un sens conservateur, notamment dans son sous-entendu de la symétrie des rôles et des contraintes qu'ils font peser sur les hommes comme sur les femmes. Tout comme à certains thérapeutes familiaux, la théorie des rôles fournit donc de fait aux militants un « socle conceptuel à une régression antiféministe » (p. 163).

Que les hommes soient dominés par leur oppression est au cœur d'un autre texte traduit, celui de Caroline New (publié en 2001 dans *Sociology*), qui présente une réflexion tout à fait riche sur la notion d'oppression elle-même. Elle pose en toute clarté la question du statut qu'il faut donner au point de vue des « dominés » : le critère-clé de l'oppression est-il le jugement, le vécu des dominés ou le fait que « certaines relations sociales sont objectivement nuisibles à ce groupe, soit directement, soit en le privant de potentielles ressources extérieures » ? (p. 185). Concrètement, le

point de vue surplombant du sociologue doit-il l'emporter face à des dominées qui ne se perçoivent pas comme telles ? Certes, la subjectivité est socialement construite, mais n'accorder aucun poids à l'expérience est-il pour autant défendable ? Question délicate tant d'un point de vue scientifique que d'un point de vue politique. Autre question ouverte, la notion d'oppression suppose-t-elle d'identifier un groupe opprimant ? Après tout, on peut considérer que les personnes handicapées ou en surpoids sont opprimées sans que l'on puisse pour autant identifier des agents ou des pratiques intentionnelles à la source de cette oppression. Pour comprendre nombre d'oppressions, ce serait, en sus des subjectivités, les structures institutionnalisées de pouvoir (y compris économiques) et leurs conséquences matérielles qu'il faudrait analyser. Dans cette perspective, les hommes peuvent être jugés comme opprimés même en l'absence d'opresseurs identifiés : qui nierait que le travail, l'armée ou la prison sont des contextes où l'idéologie masculine de la force ou du courage encourage les hommes à accepter parfois l'inacceptable ? La troisième interrogation tout aussi fondamentale concerne l'intérêt que les dominées peuvent avoir à maintenir, y compris par leurs propres actions, la domination, et, *a minima*, la satisfaction qu'ils/elles peuvent tirer de l'ordre genré actuel. Car la socialisation qui les a formatées au rôle féminin ne peut être conçue comme une pure contrainte, qui viendrait modeler et écraser un moi authentique. La conclusion de New recouvre celle qui se dégage de l'ouvrage : reconnaître l'oppression des hommes ne revient en aucun cas à nier l'oppression des femmes, même si l'on ne peut parler de parfaite symétrie ; ce qui est spécifique aux hommes, c'est qu'ils sont avant tout opprimés par le système de genre, même s'ils en tirent des bénéfices et ne sont pas toujours directement agents de l'oppression, au-delà de ce que Raewyn Connell appelle les « masculinités complices »,

acceptant les privilèges de genre sans s'engager directement dans des rapports directs de pouvoir.

Après cette riche partie théorique, une dernière partie de l'ouvrage présente une série d'études empiriques originales, qui se veulent autant d'illustrations des coûts de la masculinité : le coût de l'injonction à la virilité en Martinique, le coût d'une homosexualité masculine en milieu rural, le coût de la masculinité en matière de consommation d'alcool, ou encore de la culture du risque en milieu professionnel.

L'ensemble donne un ouvrage très original dans le contexte français, remarquablement informé : avec de très nombreuses références et une bibliographie de vingt-cinq pages, on a là une somme extrêmement précieuse pour aborder ce champ, dont les auteurs parviennent à convaincre de l'intérêt pour une sociologie des rapports de genre et plus largement de la domination. Mais si l'on referme cet ouvrage pleinement convaincu de ce que les coûts de la domination masculine constituent un champ légitime et prometteur, était-il pour autant nécessaire d'insister à ce point sur la hardiesse de cette problématique visant à « déconstruire les tabous épistémologiques » (p. 31) : pour les chercheurs, il est toujours flatteur de se présenter comme un pourfendeur de tabous, ou d'écarter toutes les connotations militantes que pourraient revêtir ses propres travaux... Sans doute ce champ a-t-il été jusqu'alors effectivement négligé du fait d'œillères militantes, mais, que les auteurs le veuillent ou non, démonter le coût du système de genre, c'est aussi le dénoncer. On peut aussi noter que, pour avancer dans ce domaine, il serait certainement heuristique de s'ouvrir à tout l'univers de la psychologie sociale (même si la perspective des psychologues fait souvent par principe figure de repoussoir pour les sociologues), car les structures sociales imprègnent profondément les psychismes ; en l'occurrence, le rapport de domination produit bien le masculin et le féminin, à tel point que l'on ne sait plus trop ce qu'il

en resterait si ce rapport venait à se diluer. D'autres tabous sont donc à surmonter... Il reste aussi à articuler les études empiriques décrivant les « coûts » à une problématique renouvelée de la domination. Mais la voie est ouverte et cet ouvrage fait réfléchir : que demander de plus pour intégrer plus systématiquement l'analyse du système genré dans la sociologie, fût-elle politique ou générale ?

Marie Duru-Bellat

*Observatoire sociologique du changement
Sciences Po-Cnrs*